

75

Le Parisien



Votre offre week-end

L'Algérie ne sait plus où elle va



(Anadolu Agency/Bechir Ramzy.)

A la veille de la commémoration des accords d'Evian, le plus grand pays du Maghreb, dirigé par un président fantôme et miné par la baisse des prix du pétrole et du gaz, s'inquiète de son avenir. (Pages 2 et 3)

Loi Travail : la guerre des nerfs continue



(LP/Jean-Nicholas Guillo)

Entre 69 000 et 150 000 jeunes ont défilé hier en France contre la réforme du droit du travail, maintenant la pression sur le gouvernement. (Pages 4 et 5)

ÉCONOMIE

Que vaut vraiment l'augmentation des fonctionnaires ?
(Page 8)

LIGUE DES CHAMPIONS

Le PSG a gagné l'estime des grands d'Europe
(Pages 18 et 19)



(LP/Philippe Baverel)

PARIS
Ils font la meilleure baguette de la capitale
(Cahier central)

R 20174 - 318 - 2,40 €



L'ÉDITO

Attention fragile !

Depuis les accords d'Evian qui, en 1962, ont scellé l'indépendance de l'Algérie, les relations entre Paris et Alger sont un curieux mélange de défiance et de complicité. Un demi-siècle plus tard, les convulsions qui secouent le sud de la Méditerranée rendent ce lien plus complexe que jamais. En Tunisie, Libye, Egypte puis Syrie, les Printemps arabes ont facilité l'expansion du terrorisme islamiste. L'Algérie, avec son régime autoritaire à bout de souffle et son économie en crise, n'est pas à l'abri d'un scénario similaire. Consciente de cette fragilité, la France a choisi de dorloter le pouvoir en place. Sans avoir d'autre choix.

FRÉDÉRIC VÉZARD
@FVEZARD

CLÉS

60 % C'est la part du gaz et du pétrole dans les recettes budgétaires de l'Etat.

+ 40 % C'est la hausse du prix de l'essence depuis le 1^{er} janvier.

12,7 % C'est le taux de chômage en Algérie.

46 % des 40 millions d'Algériens ont moins de 25 ans.

26 Mds\$ C'est le déficit prévu cette année de la balance commerciale (soit 23 Mds€).

10,5 % C'est la part de la France dans les exportations algériennes, deuxième derrière Pékin.

L'orage gronde en Algérie

CRISE. Un président malade et muet, une économie mal en point... L'Algérie navigue à vue ! La France surveille de près l'évolution de ce pays incontournable dans la lutte antiterroriste.

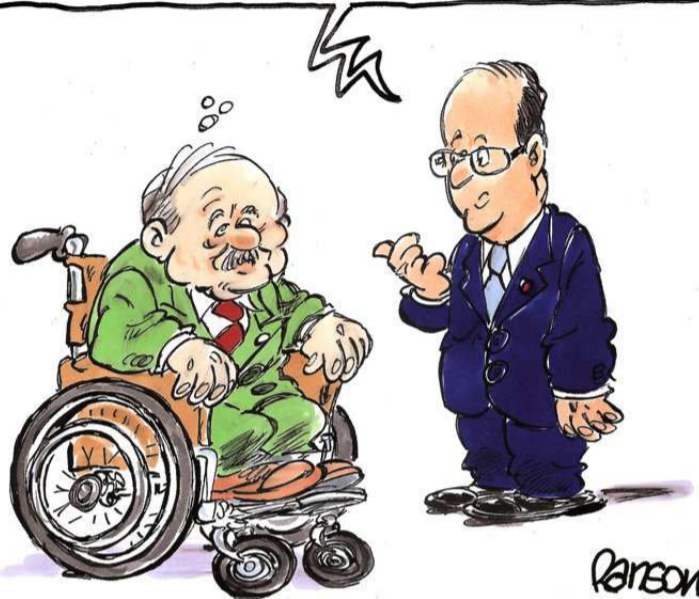
DANS QUEL AUTRE PAYS au monde un président « triomphalement » réélu pour un 4^e mandat avec 81,53 % des voix (en 2014) pourrait ne jamais apparaître en public, ne jamais prendre position, ne jamais faire entendre le son de sa voix ? Ainsi va la vie en Algérie où en « l'absence » prolongée d'Abdelaziz Bouteflika, malade et vieillissant, le pouvoir est exercé de manière opaque, sans que l'on sache très bien par qui. Par son frère Saïd (conseiller à la présidence) très probablement. Par les généraux qui ont toujours exercé une grosse influence sur le destin du pays depuis l'indépendance. Par un petit cercle de chefs d'entreprise fortunés, aussi, qui trustent désormais le monde des affaires.

« La transparence n'a jamais été le fort de l'Algérie mais là, on atteint des sommets », soupire un expert de la région assez inquiet face au danger d'une succession mal gérée. Jusqu'à présent la population algérienne était partagée entre résignation et respect pour le vieux chef de 79 ans. Les mouvements de protestation étaient — plus ou moins — circonscrits. Mais la donne sociale est en train de changer.

Avec la France, des relations au beau fixe

Dans une économie à ce point dépendante du gaz et du pétrole (96 % des exportations), l'effondrement du prix des hydrocarbures crée de grosses tensions. Le gouvernement est désormais contraint de relever certains prix (essence, électricité...) et de multiplier les mesures d'austérité. « Tant que les généraux redistribuaient la rente sous forme de subventions, tout al-

CE TYPE EST FORMIDABLE : IL NE FAIT RIEN, IL NE DIT RIEN ET IL SE FAIT RÉÉLIRE... UN MODÈLE POUR MOI !



lait bien. Maintenant que les cordons de la bourse se resserrent, c'est nettement plus compliqué », admet un patron franco-algérien.

Et la France dans tout ça ? « Nous sommes les derniers à pouvoir dire quoi que ce soit de négatif », explique-t-on à l'Élysée, où on ne veut surtout pas fâcher l'allié algérien. C'est une des raisons pour laquelle Paris ne communique jamais sur l'état de santé de Bouteflika, patient régulier des hôpitaux français. Car paradoxalement, cinquante-quatre ans après les ac-

ords d'Evian, les deux pays ne se sont peut-être jamais aussi bien entendus. François Hollande qui participera demain à la journée nationale du souvenir Algérie-Maroc-Tunisie au Quai Branly (choix contesté par une partie de la droite, lire ci-dessus) s'est déjà rendu deux fois à Alger pendant son mandat. A son tour, Manuel Valls traversera la Méditerranée, les 8 et 9 avril, à la tête d'une importante délégation de chefs d'entreprise.

Mais c'est sur la situation sécuritaire que les deux pays s'entendent

La colère de Sarkozy

Dans une tribune publiée dans « Le Figaro », Nicolas Sarkozy s'en prend vivement à François Hollande qui prononcera demain, à Paris, un discours devant le Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie. Ce n'est pas le principe qui chagrine l'ancien président mais le timing. « Choisir la date du 19 mars que certains continuent à considérer comme une défaite militaire de la France, c'est en quelque sorte adopter le point de vue des uns contre les autres, c'est considérer qu'il y a désormais un bon et un mauvais côté de l'histoire et que la France était du mauvais côté », écrit Sarkozy. Le 19 mars est en effet la date du cessez-le-feu qui suivit la signature des accords d'Evian, fin officielle de la guerre d'Algérie en 1962.

F.G.

« La baisse des prix du gaz, une bombe à retardement »

Gilles Kepel, politologue

SPÉCIALISTE de l'islam et du monde arabe contemporain, le professeur d'université Gilles Kepel* estime que l'Algérie est confronté à un double défi, économique et politique. **Les prix du gaz et du pétrole sont historiquement bas. Est-ce alarmant pour l'économie algérienne ?**

GILLES KEPEL.

C'est préoccupant, même si le pays dispose encore de réserves financières importantes. Le problème vient du manque de diversification de l'économie. Le budget est donc indexé sur le prix des hydrocarbures. Or il a été divisé par quatre depuis l'année dernière ! C'est une potentielle bombe à retardement : la crainte, si les cours restent bas, c'est l'émergence de très fortes revendications sociales qui entraînent une crise politique. **Quels bénéfices l'Algérie tire-t-elle de la rente gazière ?**

Elle lui a permis de construire des infrastructures (routes, logements...) et d'acheter la paix sociale en redistribuant massivement. La rente permet à un pouvoir autoritaire de se maintenir, sans avoir à le partager

avec une société qui serait créatrice de richesses par elle-même. C'est donc aussi l'inconvénient : la rigidité et la fragilité d'une économie presque exclusivement dépendante du gaz, surtout si les cours sont bas. Enfin, comme dans tous les pays rentiers, la productivité du travail est très faible.

Comment cela ?

Voilà un pays qui, malgré une population jeune et diplômée, souffre du sous-emploi et de flux d'émigration réguliers vers l'Europe. Dans le même temps, l'Algérie importe massivement de la main-d'œuvre immigrée. Etrange paradoxe : ce sont des Chinois qui construisent les autoroutes, et même l'immense mosquée El Djazaïr, dans la baie d'Alger ! **L'Algérie est à un tournant ?**

Clairement, oui. Elle est confrontée à un double enjeu économique — l'après-rente gazière — et politique — l'après-Bouteflika. Ces deux défis majeurs se nourrissent mutuellement : la perspective d'un épuisement des ressources financières rend la transition politique d'autant plus compliquée, et vice versa : le blocage politique empêche les réformes économiques qui sortiraient le pays de

sa dépendance. Le pari, c'est de les engager avant d'y être contraint. A Alger, la réflexion existe, mais le tournant n'a pas été pris.

Pourquoi ?

Cela passe par des changements profonds des structures de la société, par une libération de l'économie, de l'expression — même si elle a progressé —, par une démocratisation. Mais l'Algérie est dirigée par un prési-

« Paris sait qu'une dégradation de la situation en Algérie l'impacterait »

dent qui n'a pas la totalité de ses capacités à exercer le pouvoir et ne peut pas s'exprimer. Sa succession est pour l'heure gelée, et le jeu politique toujours aussi opaque.

Ce « gel » s'explique-t-il par le souvenir de la guerre civile ?

Le pays reste hanté par l'horreur des années 1990 (100 000 morts au moins). Cela explique l'absence de violences islamistes, contrairement aux pays voisins. Les mouvements salafistes, qui restent pour l'heure pacifiques, y sont très surveillés. Mais que se passerait-il en cas de crise économique durable ? Ces souvenirs terribles inhibent aussi les réformes démocratiques, parce qu'en 1988-1989, l'émergence des islamistes du FIS a eu lieu en même temps

qu'une grande libération de la parole. Le pays a ensuite basculé dans la violence et les massacres. Bon nombre d'Algériens, même s'ils aimeraient des changements, ont encore peur des tensions politico-religieuses que ceux-ci pourraient produire...

La France surveille la situation de très près ?

Paris sait qu'une dégradation de la situation en Algérie l'impacterait. Malgré la guerre, l'indépendance de 1962, il reste un continuum franco-algérien, à la fois géographique, historique, culturel, économique et démographique. Entre les deux pays, les feux ne sont pas éteints : on reste dans une logique de retour de refoulement, avec des enjeux de mémoire ambivalents. Il serait important, des deux côtés de la Méditerranée, de passer à une remise à plat de l'histoire et de construire une relation apaisée : que l'Algérie ne soit plus dans l'incrimination et la France dans l'oubli.

Propos recueillis par
CHARLES DE SAINT SAUVEUR

@cdesaintsauveur

* « **Terreur dans l'Hexagone : genèse du djihad français** », de Gilles Kepel.

Gallimard, 352 pages, 21 €.

Abdelaziz Bouteflika, 79 ans, est à la tête de l'Algérie depuis 1999.





Saïd Bouteflika
Frère et conseiller du Président



Abdelmalek Sellal
Premier ministre



Ahmed Ouyahia
Directeur de cabinet de la présidence



Amar Saâdani
Secrétaire général du FLN



Lakhdar Brahimi
Diplomate

Autour de Bouteflika, le bal des prétendants

Alger (Algérie)
De notre correspondant

À ALGER, la prochaine élection présidentielle n'est prévue qu'en 2019, mais elle occupe déjà tous les esprits, dans une ambiance fin de règne particulièrement mortifère. En cause, la santé chancelante d'un président qui semble au bout du rouleau (*lire ci-dessous*). « Certains pensent qu'Abdelaziz Bouteflika (NDLR : réélu en 2014) n'ira pas au bout de son quatrième mandat », explique un universitaire. Même si les autorités s'efforcent de détourner les regards du palais d'El Mouradia, où l'opacité est plus que jamais la règle, la situation politique inquiète les observateurs algériens et les pays étrangers — ceux du Maghreb et de la

zone sahélienne, mais aussi la France et l'Europe.

Pour l'heure, Bouteflika et son entourage le plus proche verrouillent la succession annoncée. Le président vient ainsi d'imposer un projet de révision constitutionnelle qui limite à deux le nombre de mandats : le prochain chef de l'Etat ne restera donc pas plus de dix ans en poste.

« Bouteflika pèsera de tout son poids pour choisir son successeur. Il veut que sa famille ne soit pas inquiétée après son départ », souligne un politologue, proche de l'opposition. Comme d'autres analystes, il estime que le prochain homme fort du pays sera choisi au sein même du « clan

présidentiel ». A la manœuvre, Saïd Bouteflika, son frère et conseiller. En coulisses, cet universitaire de 58 ans tire les ficelles du « système Bouteflika », donne des ordres, choisit les ministres, prépare les grandes décisions... rien ne lui échappe ! Une partie de l'opposition craint même que Saïd, qui a su tisser un puissant réseau dans l'ombre de l'inamovible président, présente sa candidature pour « poursuivre l'œuvre de la famille ».

Mais dans ce pesant bal des prétendants, d'autres noms circulent avec insistance, comme celui d'Ahmed Ouyahia, directeur de cabinet de la présidence. Ancien chef du gouvernement du général Zeroual

(président de 1995 à 1999) quand l'Algérie était en guerre civile, Ouyahia ne serait pas apprécié par les militaires, notamment du général Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense.

D'où les attaques répétées d'Amar Saâdani, secrétaire général du puissant FLN (le parti au pouvoir depuis l'indépendance en 1962), contre lui. Saâdani rêve d'occuper le poste de Premier ministre avant de viser plus haut. Pour y parvenir, il compte sur ses « amitiés » avec certains hauts gradés de l'armée, ceux qui n'appréciaient pas la mainmise du général Toufik, le puissant patron du DRS (Département de renseignement et de sécurité, services secrets), finalement écarté en septembre dernier. Saâdani fut le premier homme politique algérien à s'attaquer publique-

ment à Toufik, préparant ainsi le démantèlement du DRS. La disparition de ce département, dont l'appui était incontournable pour tout présidentiable, va donc ouvrir la compétition... mais aussi la compliquer.

Dans les vestiaires du pouvoir, d'autres prétendants peuvent être appelés à la rescousse en cas de l'échec des arbitrages. A droite, il y a Ali Haddad, président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), principale organisation patronale. Et, à gauche, Abdelmalek Sellal, Premier ministre, un homme qui semble avoir plus d'amis que d'ennemis au sein du sérail. Le diplomate Lakhdar Brahimi aurait pu avoir des chances, mais l'ex-secrétaire général adjoint de l'ONU a 82 ans... trois de plus que le « vieux » Bouteflika. **FAYÇAL MÉTAOUI**

Saïd Bouteflika, frère et conseiller du président, tire les ficelles

Le fantôme d'Alger

Abdelaziz Bouteflika, qui a célébré ses 79 ans le 2 mars, ne se déplace plus en Algérie, n'assiste à aucune réunion à l'étranger. Il délègue souvent les présidents des deux chambres du Parlement, Abdelkader Bensalah et Larbi Ould Khelifa, ou le Premier ministre Abdelmalek Sellal, pour le représenter dans les forums internationaux. Victime d'un accident vasculaire cérébral (AVC) en avril 2013, le chef de l'Etat algérien est assis sur un fauteuil roulant, ne prend plus la parole en public à cause d'une extinction de voix. Il ne s'adresse à ses invités, principalement étrangers, qu'avec l'assistance d'un petit micro. Bouteflika ne travaille plus au palais présidentiel d'El Mouradia sur les hauteurs d'Alger. Son bureau est désormais installé à la résidence d'Etat de la forêt de Zéralda, à 26 km à l'ouest d'Alger, sur la côte méditerranéenne.

Même le grand appartement d'El Biar n'est plus habité par Bouteflika et certains membres de sa famille. A Zéralda, Bouteflika bénéficie d'une assistance médicale permanente. Il accorde peu d'audiences aux Algériens. En novembre 2015, des personnalités comme l'ex-ministre de la Culture Khalida Toumi et le romancier Rachid Boudjedra ont demandé à le rencontrer pour s'assurer de sa capacité de diriger le pays. La demande est restée lettre morte. Le président se confie souvent au diplomate Lakhdar Brahimi, ex-envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie. Brahimi est chargé après de déclarer devant les caméras : « Bouteflika va bien ! » **F.M.**

« Le chômage est partout, il n'y a pas de perspectives »

Khaled, psychologue de formation et... revendeur au noir de devises

Alger

À QUELQUES ENCABLURES de la Casbah d'Alger, le café Tantonville sert du bon thé à la menthe et un délicieux jus d'orange. C'est dans cet établissement réputé qu'Hakim, Farid et Nawal se donnent souvent rendez-vous, pour papoter tranquillement... mais rarement politique. L'actualité, les trois jeunes amis avouent la suivre de loin. « Je ne comprends pas grand-chose à la chute des prix du pétrole, mais je sais que la situation est grave chez nous. Le gouvernement nous parle de takachouf (NDLR : austérité en arabe). Je ne sais pas ce qui nous attend », soupire Farid, qui suit une formation en plomberie. Nawal, employée dans une agence immobilière, évoque alors la hausse continue des prix des fruits et légumes. « Regardez là-bas, des jeunes revendent les dollars et les euros au noir. Et personne ne les inquiète ! » lance Hakim, revendeur dans un magasin de prêt-à-porter à Bab Jdid.

La menace terroriste plane

A 200 m du Tantonville, un euro est effectivement cédé contre 178 dinars, monnaie qui a été fortement dévaluée par le gouvernement. Surmontant sa méfiance, Khaled, un « cambiste », justifie son petit business de rue : « Nous n'avons pas d'autres choix. Ici, le chômage est partout, il n'y a pas de perspectives. » Ce diplômé en psychologie ne cache pas son inquiétude : « Je gagne un peu d'argent, mais j'ai peur pour mon pays. La crise, on commence à la sentir, les



Alger (Algérie), hier. L'austérité, le chômage ou encore la hausse des prix des denrées alimentaires préoccupent la jeunesse algérienne.

gens qui viennent ici nous parlent d'un avenir incertain, de la fin du pétrole », souffle-t-il.

Hakim et Farid avouent les mêmes craintes. « Hier, j'ai vu à la télé Gaïd Salah (NDLR : vice-ministre de la Défense) nous avertir de nouvelles menaces terroristes. Ce n'est pas pour nous rassurer », souligne-t-il. Le général a en effet demandé mercredi aux Algériens d'être vigilants après la saisie, il y a une semaine, d'un impressionnant lot d'armes et de munitions du côté de Guemmar (sud-est algérien) en provenance de Libye.

« Et puis, vous oubliez, l'autre, celui qui est assis sur un fauteuil roulant et qui ne parle plus », lance Nawal.

« L'autre », c'est le président Bouteflika, 79 ans, qui ne s'est plus exprimé publiquement depuis trois ans à la suite d'un AVC. « Va-t-il rester au pouvoir ? Et sinon, qui le remplacera ? Et quand ? Comment ? » s'interroge Farid, le ton nerveux. « Tu poses trop de questions », le mouche gentiment Nawal, qui se désole néanmoins de la situation : « Le peuple a toujours été mis de côté. »